CNESERAAV – 1er juillet 2011
DECLARATION PREALABLE
FSU – SFOERTA FO – SYAC CGT

L'intersyndicale SNETAP FSU - SFOERTA FO - SYAC CGT, s'exprime depuis plusieurs mois, régulièrement relayée et appuyée par les professionnels, pour dénoncer la rénovation engagée par la DGER des BTSA GEMEAU et GPN.

Alors qu'une rénovation du diplôme était attendue par les personnels, ce projet présenté et poussé par l'administration est inacceptable sur la forme que sur le fonds.

Elle a débuté le 1er juillet 2008 par une présentation du référentiel professionnel du BTSA Gestion et Protection de la Nature puis le 15 décembre 2009 par la présentation du référentiel professionnel du BTSA Gestion et Maîtrise de l'Eau en CNS Aménagement.

Pendant deux ans et demi les travaux d'écriture des différentes parties des référentiels se sont alors déroulés dans la plus grande opacité sans que la CNS n'ait été consultée une seule fois. Ce n'est que le 18 janvier 2011 que la CNS Aménagement découvrait les projets d'arrêtés de création des deux diplômes dans leur totalité (référentiel professionnel, référentiel de certification et référentiel de formation).

Si ce déroulement est contraire au fonctionnement normal des CNS qui travaillent de façon régulière sur les différentes parties des référentiels en construction, il est ici d'autant plus choquant que lors de cette réunion, la CNS découvrait, concernant le BTSA, GPN la fusion des deux spécialités et donc leur disparition "Animation nature" et "Gestion des espaces naturels". Cette éventualité n'avait pourtant jamais été évoquée lors de la CNS de juillet 2008 et le référentiel professionnel ne justifiait en rien une telle décision.

Concernant le BTSA GEMEAU, la CNS était informée de la fusion des trois spécialités "Études et projets d'aménagements hydrauliques urbains et agricoles", "Gestion des services d'eau et d'assainissement", "Maîtrise de l'eau en agriculture et en aménagement". Si ce regroupement avait été évoqué en CNS, elle ne l'avait jamais validé et au contraire reconnaissait la diversité des métiers du secteur.

Durant cette réunion, puis dans sa foulée, l'Intersyndicale a fait savoir son mécontentement sur la façon dont nous étions informé de la fusion des spécialités et demandé un véritable débat sur une modification majeure de ces deux diplômes.

La seule réponse de l'administration a été de convoquer très rapidement la CPC plénière le 15 février 2011. Lors de cette réunion c'était au tour des professionnels de s'exprimer pour réclamer un temps de débat sur les choix de l'administration. Devant cette réaction l'intersyndicale obtint le vote d'une motion réclamant le report d'un an de cette rénovation. Cette motion était votée à la majorité.

Là encore la DGER ne répondait que par le mépris en présentant les deux projets de référentiels au CTPC du 22 mars 2011. A nouveau un représentant de la profession, convoqué comme expert, a rappelé les inquiétudes des professionnels du secteur sur la disparition de spécialités importantes dans ces deux référentiels.

Malgré ces expressions fortes des professionnels et des personnels la DGER restait sourde et poursuivait sa fuite en avant. Les projets d'arrêtés étaient donc présentés au CNEA du 6 avril 2011. L'Intersyndicale inquiète du refus de dialogue de l'administration demandait à nouveau une expression du CNEA par un vote de ses représentants. L'administration visiblement inquiète du résultat de ce vote le refusa sans aucune explication. Ce qui amena l'intersyndicale à quitter la salle.

Enfin lors du CNESERAAV du 6 juin 2011, l'intersyndicale a à nouveau demandé une mise au vote d'une motion reportant d'un an la mise en place de ces BTS. La DGER a nouveau refusé ce vote.

Lors de l'examen sur l'arrêté du BTSA Gestion et Protection de la Nature, l'intersyndicale a demandé un amendement au texte mais notre droit d'amendement a été rejeté par la DGER (contrairement aux règles généralement admises de notre instance). L'amendement portait sur l'article 7 modifié 2012 en 2013 à la ligne 3 et 2013 en 2014 à la ligne 6. Cet arrêté a été finalement rejeté par le CNESERAAV par 19 contre, 9 abstentions (dont SGEN) et 5 pour (administration).

Pour l'arrêté du BTSA Gestion et Maitrise de l'Eau, l'Intersyndicale change alors de méthode pour se faire entendre en demandant l'application du 3ème paragraphe de l'article 6 de l'arrêté du 26 octobre 2001 portant règlement intérieur du CNESERAAV et donc comme c'est le droit de l'assemblée de « différer son avis et demander un complément d'instruction s'il lui apparaît qu'il n'est pas en mesure de se prononcer au vu des seuls éléments dont il dispose ». Selon la DGER, sur cet arrêté cela ne pouvait s'appliquer car nous avons tous les documents pour nous prononcer et que d'ailleurs nous nous étions prononcé sur le premier arrêté. L'intersyndicale a donc refusé de voter sur cet arrêté considérant qu'il y avait dénis de démocratie.

Pour terminer nous rappelons que les interventions des personnels sur les deux BTSA tout au long des différentes instances avaient également pour objectif de dénoncer des éléments de fonds des référentiels. Plus particulièrement l'Intersyndicale regrette l'abandon de notions scientifiques importantes qui sera préjudiciable pour l'employabilité des nouveaux diplômés ou pour une poursuite d'études dans le cadre de la LMD. Selon les spécialités les équipes ont également dénoncé la casse de la partie animation et éducation à l'environnement et paradoxalement l'affaiblissement du technique également par l'augmentation des seuils de dédoublement.

Si cet exposé des faits peut sembler long et fastidieux il est indispensable pour prendre la mesure de l'enfermement de la DGER sur cette question de rénovation des référentiels GPN et GEMEAU. C'est ce silence assourdissant à nos interrogations et nos demandes de débats qui amène la situation de blocage à laquelle nous arrivons aujourd'hui.

Après le fiasco de la dernière réunion il y a quelques jours, la DGER se trouve maintenant devant un problème de légalité. C'est sans doute là, la seule raison de cette nouvelle convocation. L'Intersyndicale a donc décidé de ne pas siéger à ce CNESERAAV reconvoqué.

En boycottant cette séance du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire nous vous renvoyant Madame la Directrice Générale à vos responsabilités. Vous n'avez pas voulu du dialogue quand nous vous l'avons proposé (CNS, CPC, CTPC, CNEA, CNESERAAV ... soit six mois de procédure). Nous n'attendons qu'une seule chose maintenant : que vous reconnaissiez l'absence de débats et de documents préparatoires à ces débats, justifiant de votre choix unilatéral d'une fusion des options. C'est ce vide qui justifie l'application du 3ème paragraphe de l'article 6 de l'arrêté du 26 octobre 2001 portant règlement intérieur du CNESERAAV. A ce jour nous avons eu aucun complément d'instruction, aucun document complémentaire, comment pourrions nous nous prononcer aujourd'hui si vous même, revenant sur votre décision de la dernière séance du CNESERAAV, vous considérez que nous étions bien en droit de demander le report de l'avis. Aussi nous vous demandons solennellement un véritable complément d'instruction sur la suppression des options et l'abandon de notions scientifiques importantes.